



En parallèle de l'enquête officielle, des recherches sur l'assassinat du journaliste Martinez Zogo ont été menées, dès la fin du mois de janvier, dans le plus grand secret, par les renseignements du Bataillon d'intervention rapide, avec l'aide des Israéliens. Elles ont permis de mettre en cause le contre-espionnage camerounais.

L'affaire déchaîne la sphère politique camerounaise : une enquête parallèle, menée dans le plus grand secret et initiée après l'enlèvement et la mort du journaliste Martinez Zogo, a conduit à l'arrestation, le 6 février, du patron du groupe L'Anecdote, Jean-Pierre Amougou Belinga.

Avant son rapt opéré par un commando le 17 janvier, la victime, directeur de la radio Amplitude FM âgé de 51 ans, avait alerté sur des détournements de fonds supposés commis au sein du ministère des Finances et de l'économie.

Preuve de l'aspect particulièrement sensible du dossier, le président Paul Biya a confié les investigations au service du renseignement du Bataillon d'intervention rapide (BIR), puissante garde prétorienne de l'armée camerounaise, avec la coopération des contractants israéliens qui

ont participé à sa mise sur pied. Pour l'enquête, ces derniers ont mis à disposition leur arsenal d'écoutes sophistiqué : ils contrôlent notamment le système de transmission de l'armée camerounaise, Helios BC41. Ce système a été installé par la société Ordan, au milieu des années 1990. Les autres moyens d'interception d'appel ont été mis en place par le contractant israélien Eran Moas à son arrivée à la fin des années 2000.

Vu la débauche de moyens mis en œuvre, les premiers résultats de l'enquête secrète n'ont pas tardé, ce alors même que les investigations officielles, confiées au secrétariat d'Etat à la défense (SED) sous la direction de son patron, Galax Yves Landry Etoga, avaient à peine commencé. Ces résultats ont été présentés directement à Paul Biya par les contractants israéliens, dont le chef occupe le poste de conseiller technique du président de la République en charge des formations d'élite.

La DGRE impliquée

Les enquêteurs du BIR ont très vite remonté la piste menant à Jean-Pierre Amougou Belinga, ainsi qu'à Justin Dawne, directeur des opérations du contre-espionnage camerounais, la Direction générale de la recherche extérieure (DGRE), qui aurait même avoir obéi à son supérieur, Léopold Maxime Eko Eko.

Si ces deux derniers ont été auditionnés dès la semaine dernière par les services du SED, Amougou Belinga est lui resté libre jusqu'au 6 février : les enquêteurs voulaient surveiller les faits et gestes de son entourage. C'est ainsi qu'ils ont découvert qu'un de ses proches, Bruno Bidjang, bombardé directeur général des médias du groupe L'Anecdote le 30 janvier, a tenté de rentrer plusieurs fois en contact avec les enquêteurs dans le but d'obtenir des informations sur le contenu des auditions. Les quatre suspects sont désormais incarcérés dans les locaux de la SED.

Séisme politique

Mais surtout, comme l'a révélé Reporters sans frontières, les écoutes impliquent le ministre de la justice Laurent Easo. Celui qui était déjà collaborateur de Paul Biya lorsqu'il était premier ministre dans les années 1970, a occupé tous les postes clés du régime, de secrétaire général à la présidence (SGPR) à ministre de la défense. Il est devenu l'un des adversaires de l'actuel SGPR, Ferdinand Ngoh Ngoh, qui pousse dorénavant son avantage sur ses rivaux dans la course à la succession. Léopold Maxime Eko Eko, qu'il cherche à éloigner du Palais d'Etoudi depuis plusieurs années maintenant, risque de voir son autorité durablement affaiblie, ouvrant la voie à l'hypothèse de son remplacement.

Au cœur de cette histoire se trouve la gestion, à la fin des années 2010, des lignes budgétaires 65, 94, et 57, qui auraient largement profité à des sociétés de Jean- Pierre Amougou Belinga, du temps où Louis-Paul Motaze, alors ministre de l'économie et depuis ministres des finances, en avait le contrôle. Ce dernier, neveu de Paul Biya, est également un rival de Ferdinand Ngoh Ngoh.